

Initiatives ministérielles

remarquables qu'on m'a présentées pour tenter de régler la situation économique. Retournons tous dans nos circonscriptions et demandons aux gens ordinaires de nous présenter des idées de ce genre. Entre-temps, rejetons ce projet de loi de sorte que cet argent, même si nous en avons grand besoin, soit transféré des contribuables fédéraux à ceux de ces trois provinces. Ainsi, nous pourrions nous occuper des indigents.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, à mon avis, le député de Thunder Bay—Atikokan vient d'exposer une excellente idée. Je souscris en grande partie à ce qu'il a dit dans son discours, surtout quand il a parlé des milliers d'emplois perdus dans la province de l'Ontario.

J'éprouve toutefois une petite difficulté face au Nouveau Parti démocratique. Je veux exposer un cas très précis. Une des principales sociétés de pièces d'autos au Canada porte le nom de Magna International. Il y a environ trois ans, son cofondateur, M. Antoine Capka, a démissionné pour se joindre à un groupe d'entrepreneurs du secteur privé et réaliser son idée de bâtir une petite ville, où 80 p. 100 des logements seraient d'un prix abordable. Par abordable, j'entends un prix qui se situe entre 120 000 et 140 000 \$.

Ils ont engagé Bette Stephenson, ex-ministre de l'Éducation, pour diriger un groupe chargé d'établir un collège spécialisé en environnement. La situation était idéale. Investissant 25 millions de dollars de leur propre argent, ils ont acheté des terrains qui ont été déclarés excédentaires parce que jugés impropres à l'agriculture par des spécialistes. Le service de conservation a déclaré que le projet ne causait aucun problème quant à l'environnement ou à l'écosystème.

Ce projet devait permettre la création d'environ 17 000 emplois sur une période de quatre ans.

Vendredi dernier, le ministre des Affaires municipales de l'Ontario a fait parvenir une lettre aux intéressés leur disant: «Jamais nous n'approuverons ce projet.» On a littéralement mis un terme au projet et on l'a fait en refusant même d'écouter au complet la moindre proposition. Je peux l'affirmer puisque j'ai moi-même essayé de téléphoner au premier ministre et je lui ai envoyé un message par télécopieur. J'ai écrit aux ministres de la province pour leur rappeler, d'une façon très engageante et constructive: «Voyons, ce projet aura trois fois l'ampleur de la de Havilland pendant quatre ans, sans comp-

ter qu'il y aura les avantages que la société tirera du collège et le reste.»

J'ai essayé de faire comprendre l'importance du projet au premier ministre et aux ministres de l'Ontario, mais sans succès. Vous faisiez des remarques précédemment sur la province et sur son besoin d'emplois. Que dois-je donc faire pour présenter un projet de ce genre à la province de l'Ontario, un projet qui donne du travail aux Canadiens et leur offre des logements abordables, sans mentionner l'industrie légère prévue aux fins de ce projet?

Malheureusement, M. Capka, qui avait eu ce rêve et qui était vraiment le cerveau de la société Magna, est décédé il y a deux semaines d'une crise cardiaque fulgurante et, Dieu ait son âme, je crois que sa mort est en partie attribuable à la pression et à la frustration que produisent les interminables démarches administratives. En effet, quand on possède une vision ou un rêve, d'une façon ou d'une autre, le processus administratif peut vraiment vous tuer.

Je voudrais bien que le député réponde à la question suivante: Quand on a de bonnes idées capables de créer des emplois, comment peut-on les communiquer aux dirigeants du NPD dans la province de l'Ontario?

M. Angus: Monsieur le Président, je ne sais rien de ce projet particulier; je vais donc m'abstenir de tout commentaire. De toute évidence, le député a déjà fait sa publicité en prenant la parole à la Chambre et en posant sa question. La réalité, c'est que les idées foisonnent, mais qu'elles doivent être acceptées par les personnes en charge.

J'ai constaté que le gouvernement actuel de l'Ontario est très différent du gouvernement libéral qui l'a précédé, en ce sens qu'il veut que les idées soient étayées par des preuves. Les idées doivent passer par un processus donné, alors que, par le passé, il suffisait de convaincre le premier ministre, qui ordonnait la réalisation sans étude sérieuse. Je connais un cas ou deux de ce genre.

Cependant, je peux vous dire que, en dehors du cas cité par le député, j'ai au moins deux exemples de cas où le gouvernement a travaillé en collaboration avec l'entreprise et le syndicat pour sauver deux usines de la communauté d'Atikokan, au moyen de financements originaux qui n'ont pas exigé beaucoup d'argent de la province ou du gouvernement fédéral. En fait, le gouvernement fédéral n'a guère fait de cas de nous. Ces usines fonctionnent de nouveau; Proboard et Atikokan Forest Products ont